**CHAMBRE DISCIPLINAIRE DE PREMIERE INSTANCE DE L'ORDRE DES MASSEURS-
KINESITHERAPEUTES DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE**

9 rue du Parvis Saint Maurice-49100 ANGERS

Téléphone : 02-41-87-19-22

Greffe ouvert les lundi matins de 9h à 12h30

Et les mercredi après-midi de 14h à 18h30

Affaire n° 05.10.2013

**Mme L
c/ M. H**

Rapporteur : Mme Isabelle GICQUEL

Audience du 4 juin 2014

Décision lue le 4 juillet 2014

**LA CHAMBRE DISCIPLINAIRE DE PREMIERE INSTANCE DE L'ORDRE DES MASSEURS-
KINESITHERAPEUTE DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE,**

Vu, enregistré au greffe de la chambre disciplinaire le 2 octobre 2013, le procès-verbal de la séance du 25 septembre 2013 du Conseil départemental de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes de Loire-Atlantique, dont le siège est Centre d'affaires Europe, 5 rue du Tertre, Carquefou cedex (44477), transmettant, sans s'y associer, la plainte, enregistrée le 29 avril 2013, présentée par Mme L, masseur-kinésithérapeute, à l'encontre de M. H, masseur-kinésithérapeute;

Vu la plainte de Mme L ;

Elle soutient qu'elle avait conclu un contrat de remplacement le 20 novembre 2012, avec Monsieur H, masseur-kinésithérapeute, aux termes duquel celui-ci devait la remplacer du 1^{er} au 13 avril 2013 ; que ce kinésithérapeute n'a pas honoré son engagement, ne s'est pas présenté au cabinet et demeure injoignable ; qu'il n'a pas respecté son contrat ;

Vu la mise en demeure, adressée par lettre du 16 février 2014 à M. H et l'avis de réception de cette mise en demeure ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.4321-17 et L 4321-19 ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 4 juin 2014 :

- Le rapport de Mme Gicquel,
- Les observations de Mme L,
- Après en avoir délibéré :

Sur la plainte de Mme L :

Considérant qu'aux termes de l'article R 4321-99 du code de la santé publique : « Les masseurs-kinésithérapeutes entretiennent entre eux des rapports de bonne confraternité » ;

Considérant qu'à l'appui de sa plainte, Mme L fait valoir qu'elle avait conclu un contrat de remplacement le 20 novembre 2012, avec Monsieur H, masseur-kinésithérapeute, aux termes duquel celui-ci devait la remplacer du 1^{er} au 13 avril 2013, que ce masseur-kinésithérapeute n'a pas assuré ce remplacement, ne s'est pas présenté à son cabinet et est demeuré injoignable ; que la matérialité des faits n'est pas contestée par M. H qui n'a pas répondu à la mise en demeure qui lui a été adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception du 16 février 2014 et qui doit, ainsi, être regardé comme ayant acquiescé aux faits exposés dans la plainte de Mme L ; qu'en n'effectuant pas le remplacement auquel il s'était engagé auprès de Mme L, sans fournir aucun motif d'empêchement valable, M. H a commis une faute de nature à justifier l'application d'une sanction à son égard ;

Considérant que dans les circonstances de l'espèce, alors que M. H a déjà commis des faits analogues à ceux faisant l'objet de la présente plainte et qu'il n'a fourni aucune explication sur ce point, il y a lieu d'infliger à M. H la sanction de l'interdiction temporaire d'exercer d'une durée de quinze jours avec sursis ;

Sur les dépens :

Considérant qu'aux termes de l'article L 4126-3 du code de la santé publique : « Les dépens sont mis à la charge de toute partie perdante sauf si les circonstances de l'affaire justifient qu'ils soient partagés entre les parties. » ; que, dans les circonstances de l'espèce, il y a lieu de mettre les dépens à la charge de M. H ;

Décide :

Art 1^{er} : La sanction de l'interdiction temporaire d'exercer d'une durée de quinze jours avec sursis, est prononcée à l'encontre de M. H.

Art 2 : Les dépens de la présente instance, d'un montant de 57,15 € sont mis à la charge de M. H.

Art 3 : la présente décision sera notifiée :

- A Mme L ;
- A M. H,
- au Conseil départemental de l'Ordre des Masseurs-Kinésithérapeutes de la Loire-Atlantique ;
- à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire (ARS);

- au Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de ;
- au Conseil National de l'Ordre des Masseurs-Kinésithérapeutes ;
- au Ministre chargé de la Santé.

Délibéré en présence de Mme Marie-Charlotte Aribaud, Greffière, après l'audience du 4 juin 2014 à laquelle siégeaient :

- Mr Sébastien DEGOMMIER, Premier Conseiller à la Cour administrative d'appel de NANTES, Président ;
- Mr Jean-Jacques LHOMMET, membre titulaire ;
- Mr Jean-Yves LEMERLE, membre titulaire;
- Mr Jean-Philippe HERVE, membre titulaire;
- Mme Isabelle GICQUEL, membre suppléant, rapporteur ;
- Mr Dominique DUPONT, membre suppléant;

Le président,

Sébastien DEGOMMIER

La greffière,

Marie-Charlotte ARIBAUD